



COLLOQUE

IHEDN et FUTURIBLES International - Asie21

en partenariat avec

**Asia Centre, l'Euro-India Economic&Business Group (EIEBG)
et Thierry Apoteker Consultant (TAC)**

Inde 2025

Scénarios possibles et enjeux pour la France et l'Europe

avec le soutien de



Vendredi 12 octobre 2007 - 9h-18h - amphithéâtre Bourcet - École Militaire - 21, place Joffre Paris 7^e

Problématique : L'Inde devient de plus en plus clairement un grand acteur du XXI^e siècle. Sa croissance économique s'est fortement accélérée depuis quelques années, au point de se rapprocher d'une Chine qu'on croyait irrattrapable. L'Inde, surtout, s'affirme comme un nouveau centre dans un monde tripolaire pour les uns ou multipolaire pour les autres, et ses ambitions dans tous les domaines paraissent une composante essentielle de toute prospective mondiale pour les 20 prochaines années.

La visibilité sur ce retour d'un géant à l'échelle mondiale n'est pourtant pas si grande, encore moins ses conséquences. Les scénarios économiques paraissent contrastés selon que la croissance décolle vraiment ou non ; les scénarios sociaux varient selon le rythme et les orientations du bouleversement sociologique en cours ; les scénarios politiques internes varient selon le caractère équitable, englobant et redistributeur ou non de la croissance et du changement social ; enfin les scénarios géopolitiques font apparaître de grandes incertitudes à la fois dans le monde, en Asie et dans le sous-continent indien.

Devant l'un des grands enjeux de cette première moitié de XXI^e siècle, l'IHEDN et le groupe Asie 21 de FUTURIBLES International, avec le soutien de TOTAL, organisent le 12 octobre 2007, à Paris, un colloque sur le thème « Inde 2025 ». Quatre thèmes seront abordés dans une optique pluridisciplinaire : économie (y compris science et technologie), changement social, évolutions politiques, et enfin mutations géopolitiques. Les échanges croiseront les regards d'experts et de décideurs du monde de l'entreprise et de l'État.

Suite du dossier : Programme à jour, résumé des présentations et liste des participants

8h30 Accueil des participants - 9h00 Début du colloque

Accueil : Laurent LABAYE, directeur de l'IHEDN et Hugues de Jouvenel, directeur de FUTURIBLES

Ouverture : L'Inde et la gouvernance mondiale par Laurence TUBIANA, directrice de l'IDDRI

MATIN

Repères socio-économiques sur l'Inde à l'horizon 2025

Première séance : 9h30-11h - Président : Jean PERRIN, ancien Ambassadeur

Les scénarios démographiques

Christophe GUILMOTO, directeur de recherche, IRD, CEIAS-EHESS

La puissance économique indienne en 2025, état des projections, scénarios et profils socio-économiques

Jean-Joseph BOILLOT, économiste, ancien conseiller financier en Inde

La soutenabilité fiscale et externe de l'Inde

Thierry APOTEKER, directeur de TAC

Pause

Deuxième séance : 11h30-13h - Président : André Lewin, ancien Ambassadeur

Infrastructures et environnement

Jöel RUET, *Visiting Fellow* Asia Research Centre, LSE, chercheur associé au CERNA, École des Mines, Paris

Les groupes indiens à l'horizon 2025

Philippe HUMBERT, ancien directeur international de SNECMA

La puissance économique indienne et l'Asie en 2025

Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE, AFD

Déjeuner sur place pour les participants inscrits : Pavillon Joffre

APRÈS-MIDI

Scénarios politiques et géopolitiques- président : Jean-Luc RACINE, CEIAS-CNRS et Asia Centre

Troisième séance : 14h30-16h

Les évolutions possibles de la démocratie indienne

Christophe JAFFRELOT, directeur du CERI

Les mutations probables du fédéralisme en Inde : le Centre versus les États

Balveer ARORA, professeur de sciences politiques, Jawaharlal Nehru University (JNU), New Delhi

L'évolution probable du droit et notamment du droit des affaires

Marc FRILET, cabinet Frilet, secrétaire général de l'Institut français des experts juridiques internationaux

Pause

Quatrième séance : 16h30-18h

Inde, États-Unis et Europe, quels partenariats stratégiques dans l'avenir ?

Frédéric GRARE, chercheur à la Carnegie Endowment for International Peace

Inde, Chine et Japon, quelle puissance asiatique demain ?

Isabelle SAINT-MÉZARD, chargée de mission à la DAS

Les freins à la montée en puissance de l'Inde

Général (2^e section) Alain LAMBALLE, ancien attaché militaire en Inde et au Pakistan, Futuribles -Asie21

Conclusion : L'Inde, la France et l'Europe, nouveaux enjeux d'une relation stratégique

Olivier DARRASON, directeur du CEIS, président de l'IHEDN, et Xavier De Villepin, Sénateur honoraire, ancien président de la Commission des affaires étrangères et des forces armées du Sénat.

Les scénarios démographiques indiens

Christophe Z GUILMOTO, IRD

La présente communication fera le point de la démographie indienne en début de XIX^{ème} siècle, soulignant notamment les avancées dans les domaines de la mortalité et de la natalité, faisant état de fortes différences entre groupes sociaux et espace régionaux. Le tableau démographique indien reste donc éminemment contrasté et les phénomènes de convergence des trajectoires ou d'homogénéisation des comportements restent encore limités.

Les projections démographiques à l'horizon 2025 ou 2050 confirme le poids des inerties régionales sur la forme future de la démographie indienne. Les principales dimensions à suivre pour prendre le pouls de la population du pays seront le rythme de l'urbanisation dans les régions en plein développement et les échanges migratoires l'accompagnant, la transition de la fécondité dans les régions du centre et du nord, l'aggravation du déficit féminin et les progrès sanitaires dans les milieux modestes.

Christophe Z Guilmoto est directeur de recherche à l'IRD, membre de l'UMR LPED et associé au CIAS, et enseignant à l'université Paris I. Il a été récemment responsable du département des sciences sociales à l'Institut français de Pondichéry et directeur exécutif du Comité international de coopération pour la recherche en démographie (CICRED). Il travaille sur la démographie asiatique et notamment sur l'Inde.

Ces derniers ouvrages sont *Watering the neighbour's garden. Growing female demographic deficit in Asia* (avec I. Attané, Paris, 2007), *Fertility transition in South India* (avec SI Rajan, Delhi-London, 2005) et *Migration et Développement*, (avec F Sandron, Paris 2003). Son chapitre récapitulatif sur la démographie contemporaine figure dans l'ouvrage *l'Inde contemporaine* (dirigé par C. Jaffrelot, Paris, 2006).

LA « GRANDE TRANSFORMATION » DE L'ECONOMIE INDIENNE ET SES PARADOXES

*Jean-Joseph Boillot,
Ancien conseiller financier en Inde, co-fondateur du EIEBG*

Après avoir écrit un ensemble d'articles tournant autour du sujet, on voudrait tenter cette fois une description de l'univers économique indien possible à l'horizon 2025. On utilisera pour ce faire deux schémas théoriques censés décrire tout à la fois les facteurs de croissance à l'œuvre sur le moyen-terme et les transformations structurelles majeures observées dans l'ensemble des pays au cours de l'élévation du PIB par habitant. D'une part, la récente synthèse sur la croissance d'Elhanan Helpman et d'autre part des travaux plus anciens de H.B. Chenery sur les changements de structures économiques au cours du développement.

Il apparaît bien que l'économie indienne est entrée assez récemment dans le type de changement structurel qu'on peut appeler une « Grande Transformation » au sens des pionniers du développement qui le définissaient précisément comme la modernisation complète de l'économie et de la société d'un pays. Cette grande transformation s'appelle notamment industrialisation, urbanisation, féminisation, innovation et enfin changements institutionnels et de mentalités. C'est le fameux paradigme de la «Modernisation» parfois décrié parce que sonnait par trop avec « occidentalisation », mais guère discutable comme vient de le rappeler Emmanuel Todd dans un ouvrage récent .

Pour ne pas répéter avec d'autres travaux récents de l'auteur, on a écarté d'emblée ici les questions importantes de trajectoires et de scénarios et retenu sur ce point l'hypothèse centrale exposée récemment dans un article de la revue « L'Economie Politique » d'une combinaison de trois scénarios avec une prédominance du scénario vertueux PAHALE. Pour franchir les deux décennies qui nous séparent de 2025 et imaginer ce que pourrait être le visage de l'économie indienne on a raisonné en deux temps. D'une part, quel pourrait être raisonnablement le niveau du PIB indien par habitant dans 20 ans et la place de l'économie indienne dans le monde si tenté que la puissance économique est une des variables qui déterminent le pouvoir d'influence d'une économie sur le monde global et ses normes .

D'autre part, au niveau de PIB retenu, quelle photo se dessine du point de vue des structures et de la dynamique économique à l'œuvre. La conclusion majeure de l'exercice est une image paradoxale de l'Inde en 2025 : à la fois de puissants éléments de modernisation qui ne permettent plus du tout de l'envisager à partir de ce qu'elle est aujourd'hui, ou encore une voilure sur la scène internationale qui en fait un des grands acteurs du monde,. Mais aussi la permanence d'une Inde encore en transition pour longtemps compte tenu des masses en jeu ou encore d'un poids international plutôt intermédiaire en dépit du gigantisme de sa population.

C'est ce caractère paradoxal, ambivalent, qui peut apparaître comme la grande difficulté de saisir la réalité indienne qui se construit mais qui définit sans doute le mieux le tableau de l'Inde en 2025 sur le plan économique.

Jean-Joseph BOILLOT est agrégé de Sciences Sociales et Docteur en Economie. Au cours de ses premières années d'enseignement et de recherche à l'école normale supérieure de Saint-cloud et au CEPPII, il passe une grande partie de son temps en Asie et notamment en Inde et en Chine dont il analyse le tournant des stratégies économiques au cours des années 1980. Il soutient en 1989 sa thèse de doctorat sur le modèle Indien de Développement depuis 1947. Après la chute du mur de Berlin, il rejoint en 1990 le Ministère des Finances comme Conseiller économique pour suivre les processus de transition dans les grandes zones émergentes du monde puis comme Conseiller Financier pour l'Inde et l'Asie du Sud entre 2003 et 2005 pour la Direction du Trésor.

J.J. Boillot est auteur de nombreux ouvrages, dont *L'Economie de l'Inde* aux éditions La Découverte en 2006, sélectionné pour le prix 2006 du livre d'économie et publié en trois langues dont l'anglais, *L'Elargissement de l'Union Européenne*, un défi pour tous à la Documentation Française en 2004 (traduit en anglais en 2006, *Europe after Enlargement*, 2006), *Chine Hong Kong Taïwan, une nouvelle géographie économique de l'Asie* à la Documentation Française en 2001, et *Le Pakistan* aux éditions l'Harmattan (1990).

J.J. Boillot est co-fondateur du Euro-India Economic & Business Group (EIEBG), membre du comité éditorial d'Alternatives Economiques, du Euro-India Center, du groupe Futuribles Asie21, de l'Asia Centre et de Confrontation Europe. Il est Conseiller du Club du CEPPII sur les grands pays émergents.

LA SOUTENABILITE FISCALE ET EXTERNE DE L'INDE

Thierry Apoteker
Directeur, T-A-C
www.tac-financial.com

En symétrie par rapport à l'approche utilisée par Jean-Joseph Boillot pour décrire la « Grande Transformation » indienne, on s'attache ici à repérer les types de déséquilibres macroéconomiques et macro-financiers qui pourraient créer non seulement les conditions de ruptures dans la trajectoire indienne de long terme, mais aussi des changements d'orientation globale de la politique de développement mise en œuvre par les autorités. L'approche suivie permet de lier une vision macroéconomique classique à des questions à la fois sociales (relation entre compétitivité et emploi) et politiques (relation entre Centre et Etats, rôle de la banque centrale).

Dans un premier temps, on examine la longue transformation économique de l'Inde au travers d'équilibres macroéconomiques dits « fondamentaux », en termes de capacité à obtenir une croissance rapide sans déséquilibres externes excessifs, et en termes de modalité de financement de ces déséquilibres. Ceci permet de mettre en lumière la persistance d'une relative fragilité du point de vue de la compétitivité internationale et une sensibilité croissante aux flux financiers internationaux. Dans une perspective de long terme se pose alors la question des relations complexes entre compétitivité et emploi d'une part, entre équilibres externes, politique monétaire et taux de change de l'autre.

La question sensible de la « stratégie monétaire » de l'Inde à long terme renvoie alors à la fois aux questions de soutenabilité fiscale, et à celle de crédibilité de la banque centrale. Certes, une politique budgétaire prudente associée à un environnement économique très favorable a réduit les craintes que les mauvaises performances de la décennie précédente avaient fait naître. Mais la structure des dépenses publiques comme l'importance des besoins des décennies à venir indique que la condition de stabilisation des ratios d'endettement n'est pas acquise, et qu'elle est en partie liée aux questions de politique monétaire et de compétitivité.

Rien n'est impossible à l'Inde... mais tout, le pire comme le meilleur, est possible.

Les risques et l'incertitude que cette analyse révèle n'enlèvent en rien les atouts de l'Inde et sa capacité à se projeter dans l'avenir décrit par J-J. Boillot. Mais ils suggèrent que la conduite de la politique économique, et la capacité d'arbitre au sein d'équilibres économiques et financiers d'une part, politiques et sociaux d'autre part restera cruciale tout au long de la trajectoire indienne.

Thierry Apoteker est diplômé d'HEC et titulaire d'un Doctorat d'économie de l'Université Paris-Dauphine. Il a commencé sa carrière au BIPE, puis est entré à la Banque Indosuez (aujourd'hui Calyon) où il a dirigé le service d'Etudes Economiques et Financières. En 1991, il a créé TAC, cabinet indépendant de recherches économiques et financières appliquées. TAC travaille à la fois pour de grands groupes européens, industriels ou bancaires, et pour les organisations multilatérales, notamment la Commission Européenne, avec une focalisation sur les questions de risque pays d'une part, les problèmes et enjeux bancaires et financiers d'autre part.

Après avoir été pendant 4 ans Professeur Associé à l'Université de Rennes, Thierry Apoteker a conservé de nombreuses activités académiques, et il enseigne notamment à HEC, à l'Université de Rennes et à l'ENSAI. Il intervient régulièrement lors de conférences internationales ayant pour thème le risque pays et les stratégies internationales.

INFRASTRUCTURE, ENVIRONNEMENT ET LA SOUTENABILITE

Joël Ruet
Chercheur CNRS

La modernisation étatique et industrielle des sociétés asiatiques offre la possibilité à terme d'un rattrapage complet de ces économies, à la condition in fine de la généralisation interne de l'accès aux infrastructures et de la préservation du capital naturel.

Mais il ne sera possible de dépasser la vision malthusienne suscitée par de tels bouleversements et par la taille de l'Inde en particulier, que si l'on considère son potentiel d'innovation technico-environnementale, de laboratoire du développement et de modèle économique et social que présente la diversité inhérente à une telle échelle. L'impact de cette émergence n'est pas analysable par la simple projection du passé, tant se dessinent déjà inflexions et ruptures de modèle.

L'échelle pertinente en matière d'opportunités est bien le 'système intégré de production asiatique' qui se met graduellement en place. Mais l'échelle pertinente en termes de risque demeure celle des inégalités territoriales au sein de ce 'pays-sous-continent'.

Joël Ruet, 35 ans, est ingénieur civil des mines de Paris et docteur en économie industrielle. Chercheur CNRS au LATTS (Ecole des Ponts), il est également depuis 2004 chercheur associé à la London School of Economics et depuis 1998 au CERNA à l'Ecole des mines.

Ses domaines de recherche couvrent les:

- Services publics essentiels (eau, énergie), administration et réforme des services publics et gouvernance urbaine (économie politique et économie des organisations),
- Globalisation des firmes des pays émergents, relations état-industrie-société civile, responsabilité sociale et environnementale (recomposition industrielle et économie politique du capitalisme émergent)

Terrains de recherche : Inde, Chine, Egypte

Il enseigne à HEC et à l'Ecole des Mines. Il a dirigé le centre de recherche français de New Delhi et a participé à la conception du programme économique de M. Strauss-Kahn en 2006. Il écrit/donne des interviews dans : Newsweek, BBC Chinese, Le Monde, Libération, L'Usine nouvelle, Les Echos, France 5, LCI, BFM, Telos-Eu, etc. Il a été consultant pour EDF, Renault, Rothschild, et divers ministères français et indiens.

Publications récentes:

- Privatising power cuts? Ownership and organisational reform of State Electricity Boards in India, 339p, Academic Foundation, November 2004, New Delhi.
- Avec J-F Huchet et X. Richey, co-eds, Firms and the State: industrial and administrative models for Globalisation in China, India, Russia, Academic Foundation India, 200T.
- Against the Current, ed. (in 3 volumes): (I) Organizational Restructuring of State Electricity Boards, Manohar Publishers, New Delhi, December 2002, 224 p., (II), Financial issues and Regulation in Indian power sector reforms, Manohar Publishers, New Delhi, forthcoming July 2005, (vol. III) (With Prem Kalra) Technological choices in Indian power sector reforms, Manohar Publishers, New Delhi, forthcoming October 2005.

LES GROUPES INDIENS EN 2025

Philippe HUMBERT

En cette fin 2007, les moteurs essentiels du développement des Groupes indiens d'ici 2025 se mettent en place sous nos yeux. Adossées à un marché intérieur en rapide progression dans tous les domaines (par exemple, la production des biens d'équipement en avril 2007 est de 17% supérieure à celle d'avril 2006), irriguées par une épargne locale de plus en plus abondante, augmentée de l'investissement étranger et recyclée dans une économie financiarisée, dotées de managers ambitieux et parfois visionnaires, les sociétés privées indiennes disposent d'éléments clefs : le « cash », la capacité d'innover, des ressources humaines de qualité, l'esprit d'entreprise, le sens du profit.

L'époque du capitalisme familial, rentier, patrimonial, de la » Raj-Economy « se termine ; de même, le capitalisme d'Etat, encore bureaucratisé, recule lentement et s'ouvre aux initiatives privées, sauf dans les domaines sensibles de la Défense. Dans un environnement rendu plus compétitif par la concurrence, la cherté de l'énergie et le rattrapage des rémunérations salariales de l'encadrement supérieur, le « club » des capitalisations supérieures à 50 milliards de \$, qui comptera, selon CLSA, une douzaine de sociétés dans 5 ans (ONGC, Tata Consulting Systems, Bharti, Reliance, ICICI Bank ...) sera en 2025 considérablement élargi à des groupes qui seront devenus leaders ou partenaires majeurs au sein de grandes alliances multinationales (Renault-Mahindra, par exemple), en remontant la « chaîne de valeurs » vers des opérations et produits de plus en plus complexes.

Les grandes industries manufacturières (automobile et composants auto, centres d'usinage, pétrochimie ...) auront fait un bond en avant ; les entreprises de matière grise (services informatiques, biotechnologies, médicaments, télécommunications, énergies nouvelles ...) poursuivront sur leur lancée ; des secteurs, peu ou pas développés actuellement (la grande distribution « single branded », les services aux collectivités, l'agro-alimentaire ...) auront pris une grande ampleur.

Une question demeure : le capitalisme indien de 2025 sera-t-il encore polarisé autour des grandes familles (Tata, Birla, Bajaj, Jindal, Goenka ...), Ou bien sera-t-il dilué dans le capitalisme international des fonds de pension et hedge funds ?

Philippe Humbert a acquis une expérience pratique des affaires en Inde au cours des vingt dernières années, dans le cadre de ses activités professionnelles chez Renault, Alcatel et Snecma. Consultant depuis 2005 auprès d'entreprises françaises souhaitant se développer en Inde, il est associé à de nombreux projets concernant l'Inde : cycle de conférences, Fonds d'investissements, publications et co-fondateur de l'EIEBG (Euro India Economic and Business Group) en Février 2006.

Il a été antérieurement :

- Conseiller pour les Affaires technologiques et spatiales au Centre d'Analyse et de Prévision (CAP) au Ministère des Affaires Etrangères en 2004
- Directeur délégué Affaires Internationales du groupe Snecma
- Directeur à la Direction générale d'Alcatel et CEO d'Alcatel-India Ltd. en Inde
- Sous-directeur à la Direction financière et Adjoint au Délégué Général de Renault

Ph. Humbert a commencé ses activités professionnelles à la Caisse des Dépôts et Consignations après avoir fait des études de droit et de sciences économiques à Paris. Ancien élève de l'ENA.

A publié aux Editions l'Harmattan « Les années Radjiv Gandhi. 1984-1988 »

LA PUISSANCE ECONOMIQUE INDIENNE ET L'ASIE EN 2025

Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE, AFD

Résumé

Jusqu'en 1997, l'Inde était ignorée des ouvrages traitant de l'Asie. En épargnant l'Inde et la Chine, la crise a révélé les vertus de l'économie indienne et la puissance de l'économie chinoise. Depuis 2000, sortis de la crise en ordre dispersé, les pays asiatiques ont renoué avec une croissance plus lente alors que l'Inde talonne la Chine au palmarès des économies les plus dynamiques. Si la croissance indienne a un rythme asiatique, le régime de croissance indien obéit à des déterminants différents qu'en Asie tant au niveau de la demande que de l'offre.

Annoncée depuis plus de 20 ans, le déplacement du centre du Monde vers l'Asie devient une réalité et, après s'être estompé, l'"Asia - optimisme" fait à nouveau consensus. Tous les travaux prospectifs concluent qu'après deux siècles d'éclipse, l'Asie retrouvera la place qu'elle occupait à la veille de la Révolution Industrielle. Oubliant les risques de dérapage, on considérera le paysage asiatique en 2025 tel qu'il ressort de divers travaux menés sur la région. On cherchera à répondre aux questions suivantes : Quel sera la géographie économique de l'Asie en 2025 ? Comment l'Inde s'articulera au reste de l'Asie et quels seront d'ici là les flux les plus dynamiques ?

Jean Raphaël Chaponnière est économiste au département Asie de l'Agence Française de Développement (AFD) après avoir travaillé sur l'Asie en développement dans le cadre du CNRS de 1980 à 1998. Il a été conseiller économique en Corée et en Turquie. Il fait partie d'Asie21 et parmi ses publications récentes : L'Asie dix ans après Futuribles (juin 2007), « Turquie Union Européenne, les enjeux de l'adhésion » Ellipses 2006 (avec JC Verez,)

LES EVOLUTIONS POSSIBLES DE LA DEMOCRATIE INDIENNE

Christophe Jaffrelot, CERI

Christophe Jaffrelot est directeur de recherche au CNRS et directeur du CERI (Sciences Po/CNRS). Il enseigne à Sciences Po la politique de l'Asie du Sud ainsi que les formes que prend le nationalisme à l'heure de la globalisation. Il est l'auteur de *Les nationalistes hindous*, Paris, Presses de Sciences Po, 1993, *La démocratie en Inde. Religion, caste et politique*, Paris, Fayard, 1998, *Dr Ambedkar, leader intouchable et père de la Constitution indienne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000 et *Inde : La démocratie par la caste. Histoire d'une mutation socio-politique et sociale*, Paris, Fayard, 2005. Il a dirigé *L'Inde contemporaine - De 1950 à nos jours*, Paris, Fayard, 2006, *Le Pakistan, carrefour de tensions régionales*, Bruxelles, 2002, *Le Pakistan*, Paris, Fayard, 2000, *Démocraties d'ailleurs - Démocraties et démocratisations hors d'Occident*, Paris, Karthala, 2000 et co-dirigé avec Alain Dieckhoff, *Repenser le nationalisme. Théories et pratiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

Le Fédéralisme en Inde : Centre versus les Etats ?

Pr. Balveer Arora, JNU

Le système fédéral sera-il source de force ou cause de faiblesse pour l'Inde en 2025 ? Sa démocratie fédérale saura-t-elle surmonter les nouvelles tensions qui surgissent avec une croissance économique qui s'accélère ? Pourra-t-elle gérer cette croissance avec ces innombrables partis politiques et ses multiples niveaux gouvernementaux ?

Dans cette présentation, nous développons un argument en trois volets pour répondre à ces interrogations. Dans un premier temps, nous soutenons l'idée que l'Inde est aujourd'hui toujours en démocratie, en dépit de difficultés de toutes sortes, précisément parce qu'elle a été créée fédérale. Il est certes plus aisé de détailler la diversité de l'Inde que d'expliquer son unité essentielle. Néanmoins, nous pensons que les plus graves crises identitaires sont maintenant révolues, et que les conflits qui peuvent encore surgir du fait de sa diversité ne sont plus menaçants pour son unité. L'Union Indienne sera donc toujours en place en 2025, juridiquement indestructible et dotée de moyens suffisants pour faire face aux problèmes identitaires qui subsisteraient.

Nous abordons, dans un deuxième volet, la question de la stabilité politique nécessaire pour soutenir et gérer la croissance de manière à renforcer, et non pas affaiblir, l'Union. Le système politique, comportant deux, voire trois niveaux de gouvernement, sera encadré par un pouvoir central dont les attributions vont nécessairement s'accroître, sous le double effet des nouvelles responsabilités qu'impose la mondialisation de l'économie et de la nouvelle conjoncture géo-politique. L'instabilité gouvernementale aura moins de conséquences pour la stabilité des politiques de développement, pour deux raisons. D'une part les obligations internationales déjà prises et d'autre part les contraintes électorales, qui jouent en faveur de la continuité dans les politiques au niveau des Etats. Entraînés par la course au développement et la concurrence qu'il impose, tous les Etats bénéficient des subventions du gouvernement central pour les projets de solidarité sociale. Les conflits entre les Etats pour des ressources naturelles, notamment l'eau, continueront cependant de créer de fortes tensions internes.

Enfin se pose la question de la gouvernabilité. L'Inde fédérale sera-t-elle toujours gouvernable en 2025 ? Pour répondre à cette troisième question, nous faisons intervenir les éléments du système fédéral qui, au delà des vicissitudes politiques, lui donne sa force cohésive. Nous parlons du pouvoir judiciaire, des institutions autonomes de contrôle et des grands corps de l'Administration fédérale. Les organisations non-étatiques de la société civile viendront s'ajouter davantage à ce nouveau schéma de gouvernance, fonctionnant en tandem avec les élus locaux, les médias, et les nouvelles technologies de communication. En somme, L'Inde fédérale sera mieux équipée, en 2025, pour faire face aux problèmes que pose la croissance économique pour sa cohésion sociale.

La guerre entre le Centre et les Etats n'aura donc pas lieu.

Résumé

Balveer Arora, politologue, est professeur des sciences politiques à l'Université Jawaharlal Nehru, (JNU), New Delhi. Il a été directeur de son Centre d'Etudes Politiques (1989-91, 1995-97) où il enseigne les institutions politiques indiennes. Il a également été le Recteur et Pro Vice Chancelier de l'Université (2002-05). Il est aussi professeur honoraire à l'Université Capitale Normale de Beijing (2007).

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (1967), il a reçu un doctorat en sciences politiques de l'Université de Paris I Panthéon - Sorbonne (1972). Il a publié *Federalism in India : Origins and Development* (1992, avec N Mukarji), *Multiple Identities in a Single State* (1995, avec D. Verney) et *Changing Role of All India Services* (2000, avec B. Radin), ainsi que de nombreux articles sur le fédéralisme et la vie politique indienne.

Spécialiste du fédéralisme indien, il est membre du comité consultatif sur les conflits entre les Etats de l'Inter State Council du gouvernement Indien, du Forum Franco Indien, et du Bureau de l'Association France-Union Indienne. Il est également vice-président de l'Alliance Française de Delhi et de l'Institut International Transcultural, Paris. Le professeur Arora est Officier dans l'Ordre des Palmes Académiques.

INDE, EUROPE, ETATS-UNIS: QUELS PARTENARIATS STRATEGIQUES POUR QUELLE POLITIQUE ETRANGERE INDIENNE?

*Frédéric Grare
Carnegie Endowment for International Peace*

Poser la question des partenariats stratégiques que l'Inde entend privilégier au cours des années et des décennies à venir suppose que l'on éclaire préalablement la perception qu'a l'Inde de son environnement international, mais également le rôle qu'elle définit pour elle-même au sein de ce dernier. La conclusion d'un partenariat stratégique, quel qu'il soit, est nécessairement une tentative de réponse à des contraintes qui dépassent les capacités de l'Etat concerne ainsi que le moyen d'atteindre des objectifs dépassant le seul cadre de ces contraintes, en partageant risques, responsabilités, ressources, compétences et bénéfices éventuels avec l'Etat partenaire. Il n'est donc que l'instrument d'une stratégie et ne peut dès lors être compris que dans le cadre plus large de la perception de la menace par les pays concernés, mais également de leur perception des opportunités offertes par le système international à un moment donné de leur histoire.

En dépit cependant de ce qu'Harold Hyman qualifie de "sonorité solennelle et musclée"¹, le partenariat stratégique n'est pas un concept de droit international. Si son existence souligne indéniablement une proximité forte entre les Etats partenaires, incluant souvent un volet militaire et sécuritaire, il n'a pas le caractère contraignant d'une alliance. Le terme recouvre qui plus est des réalités variables. La multiplication de ce type de document, de préférence à des alliances formelles, traduit dans la pratique diplomatique de l'Inde son obsession de l'autonomie et de la souveraineté.

Par ailleurs, s'interroger sur les partenariats stratégiques de l'Inde en examinant plus spécifiquement les accords conclus avec l'Europe et les Etats-Unis, revient implicitement à poser la question de leur hiérarchie éventuelle. De fait les accords de partenariats signés avec les deux entités n'ont pas reçu la même publicité ni génère les mêmes réactions. Si la substance de chacun des deux textes justifie partiellement cette situation, les statuts internationaux respectifs des "partenaires", et donc celui confère à l'Inde à travers la relation ainsi définie, l'expliquent plus encore.

Analysant les déterminants de la politique étrangère indienne, le présent article examine la signification pour chacun des acteurs, des accords de partenariats stratégiques signés par l'Inde, avec l'Europe et les Etats Unis, en restituant l'ensemble des termes du débat autour de ces accords. Il pose enfin pour hypothèse que les rapprochements matérialisés par ces deux textes introduisent en dernière analyse une multipolarité asiatique qu'il reviendra à l'Inde et à chacun de ses partenaires d'exploiter au mieux de leurs intérêts respectifs, lesquels convergent dans la nécessité commune de sortir de la relation de fascination malsaine entretenue avec la Chine.

Dans cette perspective, l'article affirme qu'il serait erroné de vouloir opposer l'un à l'autre. La signature des accords de partenariat stratégique avec l'Europe et les Etats-Unis procède, de la part de la part de l'Inde, d'une même démarche et d'une vision unique de son propre avenir, tandis qu'elle ouvre à l'Europe et aux Etats Unis, des perspectives plus vastes que les contenus respectifs des deux accords ne le laissent entrevoir de prime abord. Celles-ci font indiscutablement place à la compétition mais n'en convergent pas sur un certain nombre de points stratégiques essentiels.

Frederic Grare holds a PhD in International Relations from the Graduate Institute of International Studies, Geneva and a superior degree in political science from the Paris Institute of Political Studies. He is currently Visiting Scholar at the Carnegie Endowment for International peace. From 2003 to 2005, he worked as Counselor for cooperation and culture at the Embassy of France, Islamabad. Prior to this assignment he was Director of the Centre de Sciences Humaines, New Delhi and worked for the Programme for Strategic and International Security Studies on Geneva.

Frederic Grare most recent publications include *Rethinking Western Strategies Toward Pakistan: An Action Agenda for the United States and Europe* (Carnegie Endowment for International Peace, 2007), *Pakistan-Afghanistan Relations in the Post 9-11 Era* (Carnegie Paper No 72, October 2006), *Islam, Militarism and the 2007-2008 Elections in Pakistan* (Carnegie Paper No 70, August 2006), *Pakistan: The Resurgence of Baloch Nationalism* (Carnegie Paper No. 65, February 2006), *India, China, Russia: intricacies of an Asian Triangle*, (co-edited with Gilles Boquerat); *Political Islam in the Indian Subcontinent: The Jamaat-i-Islami; Beyond the Rhetoric: The Economics of India's Look East Policy* (co-edited with Amitabh Mattoo); *India and ASEAN: The Politics of India's look East Policy* (co-edited with A. Mattoo); *India's Energy: Essays on Sustainable Development* (Co-edited with P.R. Shukla and Pierre Audinet). He is also the author of a number of articles and book chapters.

¹ Harold Hyman, "La notion de partenariat stratégique: idée de relations publiques, ou reel statut", *Defense nationale*, No 12, 2005, p. 74.

Inde, Chine, Japon : quelle puissance asiatique demain?

Isabelle Saint-Mézard, DAS

Tenter une étude prospective sur l'Inde, la Chine et le Japon revient à s'interroger sur trois puissances qui, selon la plupart des projections actuelles, exerceront chacune une influence déterminante, sinon prépondérante, dans les reconfigurations géopolitiques en Asie. Se pencher plus précisément sur les interactions futures entre ces trois pôles conduit à se confronter à un nombre d'autant plus grand d'inconnues que leurs relations actuelles sont fluides et l'environnement régional dans lequel ils se situent encore pauvre en mécanismes multilatéraux de gestion de la sécurité.

Pour limiter le champ des questionnements, l'intervention se placera surtout du point de vue de l'Inde et cherchera à comprendre quel pourrait être le rapport de ce pays aux pôles chinois et japonais dans les années à venir. Ce questionnement conduit du reste à envisager quel type de puissance l'Inde pourrait être en Asie. L'intervention notera d'abord que, sous l'effet d'un certain nombre de facteurs structurels déjà à l'œuvre, ces trois puissances vont être soumises à des interdépendances croissantes qui vont instaurer entre elles un rapport de « proximité stratégique » plus marqué. Elle s'interrogera ensuite plus précisément sur le rapport sino-indien, et envisagera divers scénarii d'évolution pour une relation qui apparaît aujourd'hui quelque peu malaisée, en dépit d'une volonté marquée de rapprochement. L'intervention se penchera aussi sur les relations plus distendues entre l'Inde et le Japon.

En l'espèce, elle cherchera à voir si les affinités dites "naturelles" entre l'Inde et le Japon, tant au plan du régime politique que des perceptions stratégiques, sont destinées à se développer, et si oui jusqu'à quel point et avec quelles implications pour les équilibres stratégiques en Asie.

Isabelle Saint-Mézard est chargée de mission pour l'Asie du Sud à la Délégation aux Affaires Stratégiques du Ministère de la défense. Elle a une thèse de doctorat de l'Institut d'études politiques de Paris en relations internationales, et a été chercheur au Centre of Asian Studies de l'Université de Hong Kong de 2003 à 2006. Ses recherches portent sur les relations extérieures de l'Inde et l'intégration régionale en Asie. Elle est chargée d'enseignement à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et à l'INALCO.

Ses publications récentes incluent un ouvrage intitulé *Eastwards-bound: India's new positioning in Asia* (New Delhi: CSH, Manohar, 2005), ainsi que divers articles : « Jiang Zemin et Hu Jintao en Inde : dix ans de relations sino-indiennes », *Critique Internationale*, n° 36, été 2007 ; « L'Inde, la Chine et les Etats-Unis : un triangle stratégique en voie de stabilisation ? », *Annuaire Asie 2007* ; « En quête de puissance : la politique étrangère indienne depuis les essais nucléaires de mai 1998 », Jaffrelot C. (dir.), *L'Inde Contemporaine*, Paris : Fayard, 2006 ; « L'Inde, la Chine et le régionalisme en Asie orientale », *Transcontinentales*, n° 1, 2006.

Les freins à la montée en puissance de l'Inde

Alain LAMBALLE, Futuribles -Asie21

L'Inde de 2025 sera confrontée à d'énormes défis. L'hindouisme et l'islam, les deux principales religions, s'opposeront parfois au progrès. Le pourcentage des musulmans augmentera par accroissement naturel et par des immigrations en provenance du Bangladesh. Un nationalisme bengali combiné à l'islamisme pourrait détacher toute la partie orientale de l'Inde. Alors prendrait naissance un grand Bangladesh. Une connivence chinoise favoriserait le processus, en échange de l'annexion par la Chine de l'Arunachal Pradesh.

Aux tensions intercommunautaires exacerbées entre hindous et musulmans, au nationalisme tamoul chatouilleux, s'ajoutera l'insurrection maoïste du centre de l'Inde. Recrutant ses militants dans les classes rurales défavorisées, elle se sera élargie en 2025 à l'Uttar Pradesh, l'Etat le plus peuplé de l'Inde, ce qui constituera un danger majeur, surtout si le Népal tombe sous l'emprise maoïste. Les insurgés continueront de désorganiser l'économie en détruisant les voies de communication et les moyens de production, tout en assassinant des personnalités politiques. Le danger sera grand pour la stabilité de l'Inde s'il y a simultanément des actions terroristes islamiques et maoïstes.

La lutte contre les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme mobilisera les énergies et coûtera cher pour des résultats modestes. Les compétitions entre Etats pour accéder à l'eau pourraient dégénérer en émeutes, néfastes au développement et à l'harmonie nationale. L'augmentation du nombre de malades due à la consommation d'eau contaminée sera considérable. Des maladies comme le paludisme et le SIDA feront de très nombreuses victimes dans des populations sous-alimentées, donc vulnérables. L'augmentation de la population constituera un facteur aggravant très perturbateur. Les ressources ne correspondront plus aux besoins.

La perception de menaces extérieures pèsera également sur le développement économique. La plupart des pays voisins de l'Inde seront, comme aujourd'hui, en proie à des désordres internes susceptibles de rejaillir sur elle parce que des populations identiques ou apparentées habitent de part et d'autre des frontières. Une guerre avec la Chine est peu vraisemblable mais un conflit armé indo-pakistanaïse pourrait être provoqué par des attentats massifs d'importance nationale en Inde, attribués à tort ou à raison au Pakistan.

La lutte contre les insurrections et le terrorisme, la garde aux frontières et la protection contre les catastrophes naturelles imposeront de lourdes dépenses. L'Inde devra moderniser et entretenir un arsenal paramilitaire et militaire considérable, y compris nucléaire, pour faire face aux troubles intérieurs et se prémunir des menaces extérieures.

Le général de brigade (2ème section) Alain LAMBALLE est Saint-Cyrien, breveté de l'enseignement militaire supérieur, scientifique et technique, docteur en sociologie politique, licencié d'anglais, diplômé de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales en hindi, ourdou et hongrois, diplômé de l'université de Delhi en hindi et diplômé du Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes. Il a occupé des postes diplomatiques en Europe occidentale (Royaume-Uni), en Europe centrale (Hongrie, Autriche), en Europe balkanique (Bosnie-Herzégovine) et en Asie du Sud (Inde, Pakistan, Sri Lanka, Maldives).

Le général LAMBALLE a écrit deux ouvrages, *Le problème tamoul à Sri Lanka*, L'Harmattan, 1985 et *Insurrections et terrorisme en Asie du Sud*, Edition des Riaux, collection des chercheurs militaires, à paraître en 2007 et des chapitres dans des livres collectifs. Il est aussi l'auteur d'une centaine d'articles, en majorité sur les problèmes politiques, économiques et militaires de l'Asie du Sud.